

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/11946  
27 janvier 1976  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 26 JANVIER 1976, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE  
SECURITE PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE  
DE L'UGANDA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement et en prévision du prochain débat du Conseil de sécurité sur la Namibie, j'ai l'honneur de vous transmettre le message ci-après qui, j'en ai été informé, reflète la position officielle de l'OUA :

- "1. L'indépendance du peuple namibien ne souffre pas de compromis; en conséquence, l'Afrique du Sud doit cesser immédiatement d'occuper illégalement le territoire namibien et abroger ses lois d'oppression.
2. La situation qui règne en Namibie constitue une menace pour la paix et le Conseil de sécurité doit se prononcer à ce sujet. Les trois membres permanents du Conseil de sécurité, à savoir la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique, devraient procéder à un examen de conscience et faire face à la réalité. Le Conseil de sécurité devrait exiger l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.
3. L'intégrité territoriale de la Namibie doit être préservée et la politique de bantoustanisisation de l'Afrique du Sud ne saurait être tolérée.
4. La SWAPO est le seul représentant du peuple namibien. Les chefs sont des fantoches du régime sud-africain et il ne peut y avoir de pourparlers sérieux sans les représentants de la SWAPO. Si la position de la SWAPO n'est pas reconnue par l'Organisation mondiale et l'Afrique du Sud, l'OUA et tous les pays du monde qui sont épris de paix l'aideront à obtenir et exercer ses droits légitimes par la lutte armée.
5. Il faut mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources naturelles de la Namibie. Les membres de l'Organisation des Nations Unies doivent se soumettre au décret No 1 promulgué par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Les puissances occidentales et le Japon ont consolidé l'occupation illégale du territoire par l'Afrique du Sud et devraient donc être engagés à rompre leurs liens diplomatiques et commerciaux avec l'Afrique du Sud, qui affectent les intérêts du territoire. La République fédérale d'Allemagne devrait en particulier envisager la fermeture de son consulat en Namibie car cette représentation constitue l'approbation diplomatique la plus criante de l'occupation sud-africaine en Namibie.

6. La fourniture accrue d'armes à l'Afrique du Sud devrait être condamnée car elle renforce l'emprise de ce pays sur le territoire.

7. L'utilisation du territoire namibien pour perpétrer une agression contre le peuple angolais doit être condamnée."

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de  
la Mission permanente de l'Ouganda  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) L. ACEMAH

